

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)

DIRECTION DES OPERATIONS, DU MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE ET DU NUMERIQUE

SERVICE DES ACHATS D'ARMEMENT

DIVISION ACHAT DE BOURGES

Site de Bourges

Niveau de classification/protection					
MD ¹	MA ²	MS ³	DR ⁴	SF ⁵	NP ⁶
...	X

Marché n° 2025BS0829
N° D'ENGAGEMENT JURIDIQUE CHORUS :
N° SERVICE EXÉCUTANT : D0456IT018

Passé en application des dispositions des articles L2323-1, R2323-1 et R2323-4 du CCP, et R2313-2 du CCP.

Date de Notification :

N° 42630000 de la nomenclature CPV conformément au règlement CE n° 213/2008

Date de lancement de la procédure : 29/05/2026

Objet du marché : Fourniture d'une scie à ruban horizontale à montants verticaux et à commandes déportées, et soutien technique associé.

¹ MD : marché avec détention d'informations ou de supports classifiés

² MA : marché avec accès à des informations ou supports classifiés

³ MS : marché sensible

⁴ DR : diffusion restreinte

⁵ SF : Spécial France

⁶ NP : non protégé

SOMMAIRE

ARTICLE 1 DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ	3
1.1 Acte d'engagement	3
1.2 Annexe particulière	3
1.3 Cahier des clauses techniques particulières	3
1.4 Gestion logistique des biens	3
1.5 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES "ARMEMENT" (CAC ARMEMENT)	3
ARTICLE 2 OBJET – MONTANT – PRIX - PRESTATIONS	4
2.1 OBJET DU MARCHÉ	4
2.2 LIBELLE DES POSTES – PRIX - MONTANTS	4
2.3 MODALITES D'AFFERMISSEMENT DES TRANCHES OPTIONNELLES	5
ARTICLE 3 CARACTERE DES PRIX	5
3.1 Contenu des prix	5
3.2 FORMALITES DOUANIERES	6
3.3 DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX	6
3.4 TYPE DE PRIX	6
3.5 FORME DE PRIX	6
3.6 CLAUSE DE REEXAMEN RELATIVE AUX CONDITIONS DE VARIATION DES PRIX	8
ARTICLE 4 CONDITIONS DE PAIEMENT	8
4.1 GENERALITES	8
4.2 AVANCE	9
4.3 ACOMPTES	9
4.4 SOLDE ET DELAI DE PAIEMENT	11
ARTICLE 5 DELAIS - LIVRAISONS	12
5.1 DATE DE DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET DUREES DE VALIDITE DU MARCHÉ	12
5.2 CONTENU DES DELAIS	13
5.3 DEFINITION DES DELAIS	13
5.4 LIVRAISON DES MATERIELS ET DES DOCUMENTS	13
5.5 PENALITES	14
ARTICLE 6 CONDITIONS D'EXECUTION	15
6.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	15
6.2 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	15
6.3 NORMES	15
6.4 LIEUX D'EXECUTION	15
6.5 ASSURANCE QUALITE DES FOURNITURES (AQF)	16
6.6 OPERATIONS DE VERIFICATION, DECISION A L'ISSUE DES OPERATIONS DE VERIFICATION ET RECEPTION	17
6.7 CLAUSE DE REEXAMEN RELATIVE AUX SITUATIONS DE CRISE	17
ARTICLE 7 GARANTIES	18
ARTICLE 8 SOUS-CONTRACTANT(S)	18
ARTICLE 9 SECURITE ET PROTECTION DU SECRET	18
ARTICLE 10 PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
ARTICLE 11 OBLIGATIONS PARTICULIERES	19
11.1 Sécurité des équipements de travail et des moyens de protection y compris les équipements de protection individuelle	19
11.2 E-ATTESTATION	19
11.3 INFORMATIONS SUR LES SUBSTANCES	20
11.4 GESTION DU RISQUE ASSOCIE A L'APPLICATION DU REGLEMENT « REACH »	20
11.5 RECOURS A UN POLLUANT ORGANIQUE PERSISTANT « POP »	20
11.6 Cybersécurité	21
11. 7 Référentiel de sûreté physique	22
ARTICLE 12 CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	22
12.1 PERSONNES HABILITEES	22
12.2 RESILIATION	23
12.3 NANTISSEMENT	23
12.4 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	23
12.5 TRIBUNAUX COMPETENTS	23
12.6 ENTITE LIQUIDATRICE, ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE ET CONDITIONS D'ENVOI DES FACTURES	24
12.7 PILOTAGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ	25
12.8 CORRESPONDANCES ET NOTIFICATIONS DEMATERIALISEES	26
12.9 AVENANT	26
12.10 LISTE DES DEROGATIONS AU CAC ARMEMENT	27
ANNEXE N°1 ENSEMBLE DES ELEMENTS, DE REDACTION DES FACTURES, NECESSAIRES A LA LIQUIDATION	28

ARTICLE LIMINAIRE

Le code de la commande publique est désigné "CCP" dans les stipulations du présent marché.

ARTICLE 1 DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ

Le marché est régi par les documents ci-après, cités par ordre de priorité décroissante :

1.1 ACTE D'ENGAGEMENT

L'Acte d'engagement (AE) et son annexe 1 « prix et délais » (hors CCAP) ;

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) hors son annexe.

1.2 ANNEXE PARTICULIERE

- (1) l'annexe 1 au présent CCAP "Ensemble des éléments de rédaction des factures, nécessaires à la liquidation" ;

1.3 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ⁽¹⁾ de référence n° 23143/APY/PMP/indice a et qui contient les exigences techniques de la Personne publique ;

1.4 GESTION LOGISTIQUE DES BIENS

- L'instruction n°1262/ARM/EMA/DSA/MCO du 27/11/2025 (BOC n°93 du 05/12/2025) relative à la gestion logistique des biens et au contrôle interne logistique au sein du ministère des armées et des anciens combattants ⁽²⁾ ;
- et l'instruction n°1061/ARM/DGA - n°196/ARM/EMA/PERF/MCO du 11/01/2019 (BOC n°68 du 09/05/2019) relative à l'entrée en gestion logistique des biens issus des acquisitions d'armement ⁽²⁾.

1.5 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES "ARMEMENT" (CAC ARMEMENT)

Le CAC Armement : Décision n° 01D22010532/ARM/DGA/DO du 18/02/2022 relative au cahier des clauses administratives communes "Armement", version 3 du 14/01/2022 (BOA n° 38 du 20/05/2022, texte 1) ⁽²⁾, et son chapitre IX relatif au traitement d'une non-conformité, à l'émission et au traitement d'une demande de dérogation,

Les éventuelles dérogations au CAC Armement sont listées à l'article 12.10 *infra* du présent CCAP.

A défaut, les dispositions du CAC Armement s'appliqueront.

(1) Documents joints

(2) Documents non joints, mais dont le Titulaire (les cotraitants) déclare(nt) avoir pris connaissance

ARTICLE 2 OBJET – MONTANT – PRIX - PRESTATIONS

2.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture d'une scie à ruban horizontale à montants verticaux et à commandes déportées, et soutien technique associé.

2.1.1 FRACTIONNEMENT

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché à tranches optionnelles en application de l'article R2313-2 du code de la commande publique. Il comporte une tranche ferme (TF) et deux tranches optionnelles (TOp 1 et TOp 2).

Seule la première tranche est ferme (TF) et exécutoire, dès la Notification du marché.

Les tranches suivantes, dénommées TOp1 à TOp2, sont des tranches optionnelles. Leur exécution est subordonnée à une décision d'affermissement qui pourra être notifiée par Ordre de service, dénommé ci-après "Ordre de service d'affermissement", émis par le Représentant, dans les conditions de l'article 2.3 *infra*.

2.2 LIBELLE DES POSTES – PRIX - MONTANTS

2.2.1 LIBELLE DES POSTES - PRIX

Le Titulaire s'engage à réaliser les Prestations (ou fournitures) suivant les postes définis ci-dessous :

Tranche	Poste	Libellé du poste
Tranche ferme (TF)	1	Fourniture, installation et mise en service d'une scie à ruban horizontale à montants verticaux et à commandes déportées après désinstallation de la partie câblage électrique de la scie existante
	2	Soutien technique de la scie et de ses commandes déportées pendant une année
Tranche optionnelle 1 (TOp 1)	3	Soutien technique annuel de la scie et de ses commandes déportées pendant une année
Tranche optionnelle 2 (TOp 2)	4	Soutien technique annuel de la scie et de ses commandes déportées pendant une année

2.2.2 MONTANT TOTAL DU MARCHÉ

Le montant de chaque poste et le montant total du présent marché sont définis en annexe 1 à l'Acte d'engagement (AE) « prix et délais ».

Le montant total correspond à la somme des postes 1 et 2 de la tranche ferme (TF) et du montant de chacune des tranches optionnelles.

Le montant de la taxe est donné à titre indicatif ; le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

2.3 MODALITES D’AFFERMISSEMENT DES TRANCHES OPTIONNELLES

2.3.1 MODALITES D’AFFERMISSEMENT DES TRANCHES

Les tranches optionnelles pourront être affermies par un Ordre de service, émis par le Représentant.

Chaque Ordre de service précisera la tranche à affermir. Les prix, les quantités, les délais, les conditions de financement et de règlement, les conditions de variation des prix seront ceux définis au présent marché.

Les Ordres de service seront notifiés conformément à l’article 2.2 du CAC Armement. En cas d’envoi postal, c’est la date de l’accusé de réception (AR) qui sera retenue comme date de Notification.

Les tranches optionnelles sont affermies selon les enchaînements définis ci-après dans l’ordre chronologique (chaque tranche optionnelle citée *infra* ne pourra être affermie que si la tranche précédente a été affermie au préalable).

2.3.2 DELAIS VISES POUR L’AFFERMISSEMENT

Les prix et délais des tranches optionnelles s'entendent pour un affermissement des tranches dans les délais suivants qui constituent des délais objectifs :

- Tranche optionnelle 1 : au plus tard à la date de fin de validité du poste 2 de la tranche ferme (TF) ;
- Tranche optionnelle 2 : au plus tard à la date de fin de validité du poste 3 de la tranche optionnelle 1 (TOp 1).

ARTICLE 3 CARACTERE DES PRIX

3.1 CONTENU DES PRIX

Les prix des postes définis dans l’annexe 1 à l’Acte d’engagement (AE) « prix et délais » comprennent tous les frais nécessaires à l’exécution des Prestations décrites au CCTP mentionné à l’article 1.1 *supra* et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- la main d’œuvre,
- les frais de déplacement,
- les éventuels moyens de manutention et les fournitures nécessaires aux interventions,
- la remise en service après intervention,
- les pièces de rechange, outillages et consommables,
- le transport du matériel le cas échéant,
- la documentation et les livrables associés à chaque prestation concernée prévue à l’article 9 du CCTP,
- les assurances,
- les garanties définies à l’article 7 *infra*,
- les opérations de vérification.

Les prix des postes comprennent également la livraison des fournitures au lieu de destination convenu : DGA TT Site de Bourges – Rocade Est – Echangeur de Guerry – 18021 Bourges Cedex, pour remplir les obligations du « vendeur » selon les règles DAP (Delivered At Place) lieu de destination convenu (DGA TT - site de Bourges) Incoterms® 2020, comprenant notamment, les frais de transport et d’emballage, les taxes et les formalités douanières.

En complément des dispositions ci-dessus et dans le cas de la mise en œuvre :

- de la garantie technique (le cas échéant) : en cas de renvoi des moyens, ou des matériels, ou des fournitures dans les locaux du Titulaire ou de ses éventuels sous-contractants ;

- des clauses de réparations, de modifications et de maintien en condition opérationnelle : en cas de renvoi des moyens ou des matériels ou des fournitures dans les locaux du Titulaire ou de ses éventuels sous-contractants, pour tous les postes, les prix définis au titre de chaque poste du marché, comprennent également les frais afférents à la livraison et au transport des moyens ou des matériels ou des fournitures, pour remplir les obligations du Titulaire dans les conditions des Incoterms® désignés ci-dessous :
- l'Incoterms ® applicable pour le trajet au départ du site de Bourges de DGA TT (Rocade Est – Echangeur de Guerry – 18021 Bourges Cedex) est l'EXW (Ex-works) lieu de destination convenu (les locaux du Titulaire ou de son sous-traitant) Incoterms® 2020, étant entendu que le Titulaire endosse les obligations dévolues à l'acheteur dans l'Incoterms® précité ;
- l'Incoterms ® applicable pour le trajet retour vers le site de Bourges de DGA TT est le DAP (Delivered At Place) lieu de destination convenu (site de Bourges de DGA TT - Rocade Est – Echangeur de Guerry – 18021 Bourges Cedex) Incoterms® 2020, étant entendu que le Titulaire endosse les obligations dévolues au vendeur dans l'Incoterms® précité.

3.2 FORMALITES DOUANIERES

Les formalités douanières sont assurées par le Titulaire qui en informera :

DGA/DPAP/SEREBC/DEA,

16 bis avenue Prieur de la Côte d'Or

94110 ARCUEIL

et à l'adresse fonctionnelle suivante : dga-serebc-section-declarants.contact.fct@intradef.gouv.fr.

3.3 DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix initiaux figurant à l'annexe 1 « prix et délais » de l'Acte d'engagement (AE) sont établis à la date dite « date d'établissement des prix » soit le mois de la signature de l'Acte d'engagement (AE) par le Titulaire.

3.4 TYPE DE PRIX

Les prix des postes du marché fixés à l'annexe 1 « prix et délais » de l'Acte d'engagement (AE) sont forfaitaires définitifs.

3.5 FORME DE PRIX

- Poste 1 de la tranche ferme (TF):

Le prix du poste 1 est actualisable, dans les conditions mentionnées *infra*, en fonction d'une formule paramétrique représentative de l'évolution du coût de la prestation.

$$P1 = P0 [0,600 (SwIME1/SwIME0) + 0,300 (PsdL1/PsdL0)] + 0,100 (CEE1/CEE0)]$$

dans laquelle :

P0 = prix initial hors taxe en vigueur à la date d'établissement des prix du marché indiquée à l'article 3.3 *supra*,

P1 = prix actualisé,

SwIME : désigne l'indice du coût horaire du travail révisé, tous salariés, des industries mécaniques et électriques, indice qui est publié par l'INSEE et consultable sur le site internet www.indices.insee.fr, identifiant : 001565183,

PsdL : désigne l'indice des produits et services divers L., Cet indice, publié par le ministère des armées est consultable sur le site internet www.armement.defense.gouv.fr.

CEE : désigne l'indice des produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques, indice qui est publié par l'INSEE et consultable sur le site internet www.indices.insee.fr, identifiant : 001652076,

Lecture des indices

Les indices "0" sont lus à la date d'établissement des prix (cf article 3.3 supra).

Les indices "1" sont lus 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations telle que définie à l'article 5 infra.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

- Poste 2 de la tranche ferme (TF) et postes 3 et 4 des TOp 1 et 2 (maintenance forfaitaire annuelle) :

Les prix des postes 2 à 4 du marché sont fermes et actualisables, dans les conditions mentionnées *infra*, en fonction d'une formule paramétrique représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Si plus de trois mois s'écoulent entre la date d'établissement des prix indiquée à l'article 3.3 *supra* et la date de début d'exécution des prestations de chaque tranche considérée (telle que définie à l'article 5.3 *infra*), les prix seront actualisés à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations de chaque tranche considérée (telle que définie à l'article 5.3 *infra*), à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 (0,650 \text{ SwIME}_1 / \text{SwIME}_0 + 0,350 \text{ PsdL}_1 / \text{PsdL}_0)$$

dans laquelle :

P0 = prix en vigueur à la date d'établissement des prix du marché cité à l'article 3.3 *supra*,

P1 = prix actualisé,

SwIME : désigne l'indice du coût horaire du travail révisé, tous salariés, des industries mécaniques et électriques, indice qui est publié par l'INSEE et consultable sur le site internet www.indices.insee.fr, identifiant : 001565183,

PsdL : désigne l'indice des produits et services divers L., Cet indice, publié par le ministère des armées est consultable sur le site internet www.armement.defense.gouv.fr.

Lecture des indices

Les indices "0" sont lus à la date d'établissement des prix (cf article 3.3 *supra*).

Les indices "1" sont lus 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations telle que définie à l'article 5 *infra*.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En cas de changement, par l'INSEE, de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec un coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression, par l'INSEE, d'un indice et de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié au Titulaire, par le

Représentant, par Ordre de service. Le Titulaire disposera d'un délai de 30 jours pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

3.6 CLAUSE DE REEXAMEN RELATIVE AUX CONDITIONS DE VARIATION DES PRIX

Lorsque des circonstances imprévues qui ne relèvent pas de l'imprévision (cf. article R2195-5 du CCP) impactent la représentativité de la ou des formules de révision, celles-ci peuvent être modifiées d'un commun accord entre les parties au travers d'un avenant. Ces modifications peuvent notamment porter sur:

- la pondération de la partie fixe, à titre exceptionnel ;
- le remplacement d'un indice peu représentatif par un indice qui le serait davantage ;
- l'introduction d'un indice devenu nécessaire ;
- l'ajustement des pondérations entre indices qui n'étaient pas, au moment de l'établissement de la formule de révision initiale, représentatives de la structure des coûts ;
- la prise en compte d'un changement des conditions de réalisation de la Prestation (changement de matériau, de procédé industriel, etc.).

Les nouvelles formules de révision sont élaborées avec des pondérations représentatives des conditions économiques du prix initial à réviser.

Le Titulaire s'engage à laisser à la Personne publique toute latitude pour procéder à des constatations contradictoires et à lui communiquer les éléments nécessaires à la détermination des nouvelles conditions d'exécution.

ARTICLE 4 CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 GENERALITES

Les paiements dus au Titulaire (et au Sous-traitant à paiement direct) au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article (et à l'annexe relative à la sous-traitance).

Le Titulaire (les cotraitants) doit (doivent) indiquer le numéro d'engagement juridique CHORUS et le numéro du service exécutant en plus du numéro de marché comme référence lors de l'établissement de ses (leurs) Demandes de paiement.

4.1.1 Paiement de la tva pour les fournitures provenant de l'étranger

A Titulaire non français ressortissant de l'Union Européenne

Le marché est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par l'entité liquidatrice mentionnée à l'article 12 *infra* auprès de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

4.1.2 Paiement de la tva pour les prestations de service exécutées par un Titulaire étranger

Le marché est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par l'entité liquidatrice mentionnée à l'article 12 *infra* auprès de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

4.1.2 bis Paiement de la tva pour les prestations exécutées par un sous-traitant étranger à paiement direct

Le montant de la part sous-traitée est établi hors taxes. Le montant de la TVA appliquée sur la part du Sous-traitant à paiement direct sera versée au Titulaire.

4.2 AVANCE

4.2.1 CALCUL DE L'AVANCE

En application des dispositions de l'article R2391-1 et suivants du CCP, sauf renonciation du Titulaire exprimée au cadre B4 de l'Acte d'engagement (AE), Il est versé au Titulaire, dans le délai maximum fixé à l'article 4.4.3 *supra*, une avance comme suit :

Tranche ferme (TF) (postes 1 et 2) :

Si le montant de la tranche ferme est supérieur à 250 000€ HT (ou 50 000 € HT si le bénéficiaire est une PME), il est versé au Titulaire, une avance égale à 5% (40% si le Titulaire est une PME) d'une somme égale à douze fois la somme des montants initiaux TTC des postes 1 et 2 (hors sous-traitance à paiement direct) divisé par le délai total des postes 1 et 2 exprimé en mois (cf. annexe 1 « prix et délais » de l'Acte d'engagement (AE)).

Tranches optionnelles 1 et 2 (postes 3 et 4) :

Si le montant de chaque tranche optionnelle affermie est supérieur à 250 000€ HT (ou 50 000€ HT si le Titulaire est une PME), il est versé au Titulaire, pour chaque tranche optionnelle affermie, une avance égale à 5% (40% si le Titulaire est une PME) du montant initial TTC (hors sous-traitance à paiement direct) de la tranche optionnelle considérée.

4.2.2 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

L'avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant de la tranche concernée.

4.2.3 REFUS DE L'AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R2391-2 du CCP, le Titulaire ou cotraitant ou sous-traitant à paiement direct peut refuser le versement de l'avance.

4.3 ACOMPTES

Sur sa demande écrite et après visa par l'organisme chargé de constater l'avancement des Prestations (DGA/DIE/TT/SDT/APY/PMP), le Titulaire a droit au titre de chacun des lots de liquidation, au versement des acomptes dans les conditions indiquées ci-après.

Dans tous les cas, le montant de chaque acompte sera arrondi à l'entier immédiatement inférieur.

Cas 1 : le Titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise (P.M.E.) au sens du décret 2009-245 du 2 mars 2009 relatif à la définition d'une P.M.E

Pour chaque lot de liquidation dont le délai est supérieur ou égal à 6 mois, sur sa demande écrite et après visa par l'organisme chargé de constater de l'avancement des prestations (cité ci-dessus), le Titulaire a droit, dans les conditions indiquées ci-après, au versement des acomptes semestriels dont le montant (X) sera calculé, pour chaque lot de liquidation, comme suit :

$$X = 0,6 * 6 * M/n$$

« M » désignant le montant initial HT du lot de liquidation considéré

et

« n » désignant le délai d'exécution en mois du lot de liquidation considéré.

Pour chacun des lots de liquidation, la somme des acomptes sera plafonnée à 60 % du montant initial HT de la part de l'opérateur économique concerné pour le lot de liquidation considéré. En cas de sous-traitant à paiement direct, le montant des acomptes pour le Titulaire est égal à la différence entre l'acompte calculé selon les stipulations ci-dessus et celui prévu (hors retenues demandées par le Titulaire) pour le sous-traitant à paiement direct.

Cas 2 : le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise (P.M.E.) au sens du décret cité supra

Pour chaque lot de liquidation dont le délai est supérieur ou égal à 3 mois, sur sa demande écrite et après visa par l'organisme chargé de constater de l'avancement des prestations (cité ci-dessus), le Titulaire a droit, dans les conditions indiquées ci-après, au versement des acomptes trimestriels dont le montant (X) sera calculé, pour chaque lot de liquidation, comme suit :

$$X = 0,6 * 3 * M/n$$

« M » désignant le montant initial HT du lot de liquidation considéré

et

« n » désignant le délai d'exécution en mois du lot de liquidation considéré.

Pour chacun des lots de liquidation, la somme des acomptes sera plafonnée à 60 % du montant initial HT du lot de liquidation considéré.

En cas de sous-traitant à paiement direct, le montant des acomptes pour le Titulaire est égal à la différence entre l'acompte calculé selon les stipulations ci-dessus et celui prévu (hors retenues demandées par le Titulaire) pour le sous-traitant à paiement direct.

Lorsque le bénéficiaire est une PME et sur sa demande : le versement d'acompte peut être mensuel ; le montant (X) sera calculé, pour chaque lot de liquidation, comme suit :

$$X = 0,6 * 1 * M/n$$

« M » désignant le montant initial HT (du lot de liquidation considéré)

et

« n » désignant le délai d'exécution en mois du lot de liquidation considéré.

Si le Titulaire (PME ou non PME) souhaite bénéficier d'acomptes selon une périodicité moins fréquente que celle fixé au cas 1 ou 2, il doit en faire la demande.

Dans cette hypothèse, le montant de l'acompte sollicité correspond au cumul des acomptes :

- ✓ non perçus depuis le début d'exécution des prestations, s'il s'agit de la 1ère demande d'acompte;
- ✓ non perçus depuis la demande d'acompte précédente.

Si l'organisme chargé du constat observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à leur avancement contractuel, le Représentant peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, il peut repousser la date d'ouverture du droit à acompte jusqu'à la première échéance qui suivra le constat d'un avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

Les demandes de paiement d'acompte seront transmises en un exemplaire selon les stipulations relatives à la transmission des factures mentionnées à l'article 12.6 *infra*.

Les acomptes exprimés en montant HT (en euros) donneront lieu au versement de la TVA calculée selon le taux en vigueur lors de leur règlement.

4.4 SOLDE ET DELAI DE PAIEMENT

4.4.1 DEFINITION DES LOTS DE LIVRAISON ET DE LIQUIDATION FINANCIERE

Pour la tranche ferme (TF) :

- chacun des postes 1 et 2 constitue un lot de livraison et de liquidation financière.

Pour les tranches optionnelles 1 et 2 :

- chacun des postes 3 et 4 constitue un lot de livraison et de liquidation financière.

4.4.2 SOLDE DE CHAQUE LOT DE LIQUIDATION FINANCIERE

Le solde de chaque lot de liquidation financière sera payé après Réception de l'ensemble des Prestations correspondantes.

En cas de sous-traitance à paiement direct

Pour chaque lot de liquidation financière, le montant, actualisation et révision de prix comprise, qui sera réglé au Titulaire (au(x) cotraitant(s) concerné(s)) sera égal à la différence entre le montant qui résultera de l'application de la formule d'actualisation et de révision de prix sur le prix du lot de liquidation financière et le montant, actualisation et révision de prix comprise, qui sera réglé au Sous-traitant à paiement direct.

Les demandes de paiement de solde sont transmises par le Titulaire en un exemplaire à la personne publique, selon les stipulations relatives à la transmission des factures, mentionnées en article 12.6.4 *infra*.

4.4.3 DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum. Il peut faire l'objet d'une seule suspension par l'ordonnateur, notifiée au Titulaire.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la Personne publique versera au Titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et au taux fixé par le Code de la Commande Publique (CCP).

POUR LES AVANCES, ACOMPTES ET SOLDES :

Le point de départ du délai de paiement est, conformément aux dispositions du CCP :

Pour l'avance :

- Pour la tranche ferme (TF) (poste 1 et 2) : la date de Notification du marché.
- Pour les tranches optionnelles (TOp 1 poste 3 et TOp 2 poste 4) : la date de début de validité de la tranche indiquée dans l'Ordre de service d'affermissement de la tranche concernée.

Pour les acomptes :

- La plus tardive des deux dates entre la date de l'échéance périodique ouvrant droit à acomptes tels que prévus à l'article 4.3 *supra*

et

- la date de réception par la personne publique, selon les stipulations relatives à la transmission des factures mentionnées à l'article 12.6 *infra*, de la demande d'acomptes.

Pour le solde :

Sous réserve des stipulations de l'article 4.4 *supra*, à compter de la plus tardive des deux dates entre

- la date de Réception des fournitures (cf. article 6.6 *infra*)

et

- la date de réception par la Personne publique, selon les stipulations, relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 12.6 *infra*, de la facture du Titulaire.

Pour les actualisations de prix :

- Pour les actualisations, les stipulations suivantes s'appliquent :

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception, par la Personne publique selon les stipulations relatives à la transmission des factures mentionnées à l'article 12.6 *infra*, de la demande du Titulaire.

ARTICLE 5 DELAIS - LIVRAISONS

5.1 DATE DE DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET DUREES DE VALIDITE DU MARCHE

5.1.1 DATE DE DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La date de début d'exécution des prestations du poste 1 de la tranche ferme est la date de Notification du marché soit T0.

La date de début d'exécution des prestations des postes 2 à 4 est la date de demande d'intervention (pour les prestations de maintenance corrective) et la date convenue entre les parties (pour les prestations de maintenance préventive) selon les modalités définies à l'article 6 du CCTP.

5.1.2 DATE DE DEBUT DE LA PERIODE DE VALIDITE DES POSTES 2 A 4

La date de début de la période de validité du poste 2 court à compter de la date d'effet de la réception du poste 1.

Pour les tranches optionnelles (postes 3 et 4) :

La date de début de période de validité de chaque tranche optionnelle, sous réserve que la tranche concernée ait été affirmée dans les conditions fixées à l'article 2.3 *supra*, correspond au lendemain de la date d'expiration de la période de validité du poste précédent, soit :

- le lendemain de la date d'expiration de la période de validité du poste 2 de la tranche ferme pour le poste 3 (T_{Op} 1) ;
- le lendemain de la date d'expiration de la période de validité du poste 3 de la tranche optionnelle 1 pour le poste 4 (T_{Op} 2).

5.1.3 DUREE DE VALIDITE DES POSTES DE SOUTIEN (POSTES 2, 3 ET 4)

La durée de validité de chacun des postes 2 (TF), 3 (T_{Op} 1) et 4 (T_{Op} 2) est de 12 mois.

La durée de validité s'entend comme la période pendant laquelle les prestations de soutien pourront être demandées au Titulaire. Toutes les prestations demandées au cours d'une même période de validité devront être effectuées au titre de cette période même si la date de fin d'exécution des prestations est postérieure à la date de fin de validité du poste concernée.

5.2 CONTENU DES DELAIS

Les délais prévus au marché s'entendent périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du Titulaire (ou des cotraitants ou sous-contractants).

En cas de dépassement des délais mentionnés à l'annexe 1 « prix et délais », pour des raisons directement imputables à l'Etat, les délais fixés seront, en application des stipulations de l'article 26 du CAC Armement, prolongés de plein droit et sans autre formalité, d'une durée égale au retard constaté.

Cette prolongation de délai sera mentionnée dans la décision de réception des lots de livraison et de liquidation concernés.

5.3 DEFINITION DES DELAIS

Poste 1 de la tranche ferme (TF) :

Le délai d'exécution du poste 1 indiqué par le Titulaire en annexe 1 « prix et délais » à l'Acte d'engagement (AE) cité à l'article 1 *supra* s'entend à compter de T0, comme délai de présentation aux opérations de vérification.

Poste 2 de la tranche ferme (TF) et postes 3 et 4 des tranches optionnelles 1 et 2 (TOp 1 et TOp 2) :

Les délais d'exécution des prestations des postes 2 à 4 sont des délais d'indisponibilité. La date de début du délai d'indisponibilité est fixée dans le tableau ci-dessous conformément aux conditions prévues à l'article 6.1 du CCTP:

	Durée maximum d'indisponibilité par intervention	Durée totale d'indisponibilité annuelle cumulée maximum par type de maintenance	Durée annuelle maximum d'indisponibilité totale tout type d'intervention confondu (préventive + corrective)
Maintenance préventive	5 jours ouvrés à compter de la date fixée entre les parties	5 jours ouvrés	25 jours ouvrés
Maintenance corrective	10 jours ouvrés consécutifs à compter de la date de demande d'intervention	20 jours ouvrés	

5.4 LIVRAISON DES MATERIELS ET DES DOCUMENTS

5.4.1 LIVRAISON DES MATERIELS

La livraison des matériels sera effectuée à destination, franco de port, à l'adresse suivante :

DGA Techniques terrestres
Service technique APY/PMP
Rocade Est – Echangeur de Guerry
18021 BOURGES Cedex

Le nom du correspondant technique sera indiqué à l'occasion de la notification du marché.

Si le transport est fait par un transporteur, à l'arrivée sur le lieu de destination, la Personne publique fera les réserves d'usage auprès du transporteur, en lieu et place du Titulaire dans les formes et les délais prévus à l'article L 133-3 du Code de Commerce (trois jours hors jours fériés), avec copie au Titulaire.

Les matériels devront être accompagnés d'un « état modèle F », établi par le Titulaire du marché, et destiné au gestionnaire de biens en charge de la gestion logistique des biens.

Toute décision de Réception doit donner lieu à l'établissement d'un « État modèle F » par le Titulaire du marché.

Tout envoi doit donner lieu à l'établissement d'un « Etat modèle F » et d'un bordereau de livraison.

Ce formulaire est disponible sur le site www.armement.defense.gouv.fr.

5.4.2 LIVRAISON DES DOCUMENTS

Les documents à fournir par le Titulaire au titre du marché sont listés à l'article 4.2.9 du CCTP cité à l'article 1 *supra* et sont livrés en autant d'exemplaires que mentionnées au titre de ce même article.

La lettre ou le bordereau d'envoi au service des documents qui conditionnent l'ouverture des droits à paiement porte la mention « pièce justificative de paiement ».

5.5 PENALITES

5.5.1 PENALITES POUR RETARD

- Poste 1

Si les délais du poste 1 de la tranche ferme (TF) définis à l'article 5.3 *supra* sont dépassés, des pénalités sont calculées, conformément aux stipulations de l'article 27 du CAC Armement, par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{3000}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée, soit le prix de règlement HT du lot de liquidation financière concerné

R = nombre de jours de retard

- Postes 2, 3 et 4

En cas de dépassement des délais maximum d'indisponibilité défini à l'article 5.3 *supra*, les pénalités de retard sont :

- pour la maintenance préventive, par période de maintenance annuelle : 50 € HT par jour d'indisponibilité supplémentaire au-delà des 5 jours ouvrés consécutifs et maximum annuel ;

- pour la maintenance corrective par intervention : 50 € HT par jour d'indisponibilité supplémentaire au-delà des 10 jours ouvrés consécutifs au titre d'une intervention.

- 75 € HT par jour d'indisponibilité supplémentaire au-delà des 20 jours ouvrés annuels cumulés au titre de toute intervention de maintenance corrective ;

- au titre de l'ensemble de la maintenance préventive et corrective annuelle cumulée : 100 € HT par jour d'indisponibilité supplémentaire au-delà des 25 jours ouvrés d'indisponibilité.

Ces pénalités sont cumulables.

5.5.2 Exonération de pénalités

Au titre du poste 1, le Titulaire est exonéré, automatiquement et sans formalité, des pénalités dont le montant HT ne dépasse pas 300€.

Au titre des postes 2 à 4, le Titulaire est exonéré, automatiquement et sans formalité, des pénalités dont le montant HT ne dépasse pas 300 € par lot de liquidation pénalisé.

ARTICLE 6 CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire a la responsabilité de livrer un produit conforme réalisé selon les clauses du présent marché.

Il doit :

- obtenir le résultat demandé (cf. CCTP cité à l'article 1 *supra*) avec les moyens qu'il a choisis,
- donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre (cf. article 20 du CAC Armement).

Le Titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens fondés sur un système qualité lui permettant de garantir la qualité des produits livrés ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et d'en apporter la preuve.

6.2 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Les Prestations doivent satisfaire aux exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), cité à l'article 1 *supra*.

6.3 NORMES

Les Prestations doivent satisfaire aux exigences des normes – parties, chapitres ou paragraphes de normes – référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature du marché par le Titulaire, ou à tout autre référence accessible au Représentant dont le Titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter de DGA Techniques terrestres.

Il appartient au Titulaire d'obtenir l'accord du Représentant pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du marché, à la place de celles citées dans le marché,
 - des normes d'indice autre que celui cité dans le marché,
- et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des Prestations contractuelles.

6.4 LIEUX D'EXECUTION

Les Prestations seront réalisées sur le site de :

DGA Technique terrestres
Rocade Est – Echangeur de Guerry
18021 BOURGES Cedex

6.4.1. FERMETURE DU SITE DE BOURGES DE DGA TECHNIQUES TERRESTRES

Le calendrier des fermetures du site de Bourges de DGA Techniques terrestres sera communiqué au Titulaire sur sa demande.

Les expéditions-enlèvements se font sur le site DGA Techniques terrestres, de Bourges, de 08h00 à 11h30 et de 13h00 à 16h30 du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés et des périodes de fermeture.

Le Titulaire prendra contact, au minimum 10 jours ouvrés, avant la livraison ou l'intervention avec le correspondant technique de DGA Techniques terrestres désigné dans la lettre de Notification du marché, pour fixer les modalités d'intervention sur le site.

6.4.2. ACCES AU SITE DE BOURGES DE DGA TECHNIQUES TERRESTRES

- Pour une intervention de courte durée (deux jours maximum) :

Le Titulaire fournira au correspondant technique de DGA Techniques terrestres, au moins 48 heures à l'avance, l'identité détaillée des personnes devant accéder au site.

Pour une intervention de longue durée (au-delà de deux jours) :

Le Titulaire fournira au correspondant technique de DGA Techniques terrestres, au moins 3 semaines calendaires à l'avance, l'identité détaillée des personnes devant accéder au site.

Les personnes désignées par le Titulaire se présenteront à l'accueil du site, munies de leur carte d'identité ou d'un passeport. Après contrôle d'identité, il leur sera remis à titre personnel un badge « visiteur » qui devra être rendu en fin de journée.

Tout prêt de badge est formellement interdit. Ce dernier devra être porté de façon visible, à l'intérieur du site concerné de DGA Techniques terrestres. En cas de perte ou de vol, une déclaration devra être adressée immédiatement à l'officier de sécurité du site concerné.

Si l'exécution des Prestations nécessite l'accès de véhicules transportant les personnels du Titulaire sur le lieu d'intervention, la demande doit être effectuée en même temps que celle relative à l'accès des personnels.

6.5 ASSURANCE QUALITE DES FOURNITURES (AQF)

L'Assurance qualité des fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. article 6.5.1 *infra*) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité ; ce processus est défini dans le CAC Armement (article 20).

6.5.1. AUTORITE RESPONSABLE DE L'AQF

Dans le présent marché, en application de l'article 20 du CAC Armement, l'Autorité responsable de l'AQF est le directeur de DGA Techniques terrestres (ou son Représentant). Tout changement d'Autorité responsable de l'AQF pourra être réalisé par Ordre de service signé par le Représentant.

6.5.2 EXERCICE DE L'AQF

Les stipulations générales relatives à l'exercice de l'Assurance qualité des fournitures sont stipulées à l'article 20 du CAC Armement.

Les stipulations particulières relatives à l'exercice de l'Assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le CCTP (cf. article 1 *supra*).

6.6 OPERATIONS DE VERIFICATION, DECISION A L'ISSUE DES OPERATIONS DE VERIFICATION ET RECEPTION

Par dérogation aux articles 30, 31 du CAC/Armement, il y a lieu de neutraliser le mois d'août et les quinze derniers jours de décembre, dans les délais impartis au pouvoir adjudicateur (ou à son Représentant) et au directeur de DGA Techniques terrestres (ou à son Représentant) pour procéder aux opérations de leur ressort ou pour notifier leurs décisions.

6.6.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Par dérogation à l'article 29.1 du CAC Armement les opérations de vérification seront réalisées sous la responsabilité du directeur de DGA Techniques terrestres (ou de son représentant). Elle se dérouleront à destination sur le site de Bourges de DGA TT, dans les conditions fixées aux articles 5.1 et 6.4 du CCTP.

DGA TT dispose, pour procéder aux opérations de vérification :

Pour le poste 1 de la TF: d'un délai de deux (2) mois maximum à l'issue de la présentation aux opérations de vérification (mise en service et formation incluses) ;

Pour les postes 2 à 4: d'un délai maximum d'un (1) mois à l'issue des prestations de maintenance concernées.

Par dérogation à l'article 30 du CAC Armement, le Représentant dispose d'un délai d'un mois à compter de la fin des délais ouverts pour effectuer les opérations de vérification (cf délais indiqués ci-avant), pour prononcer et notifier sa décision.

6.6.2 DEMATERIALISATION DE LA DECISION DE RECEPTION

La Notification de la décision de Réception s'effectue dans les conditions définies à l'article 12.8.2 *infra*.

6.6.3 AUTORITE CHARGEE DE LA DECISION ET DELAI DE NOTIFICATION DE LA DECISION

À l'issue des opérations de vérifications :

- par dérogation à l'article 31 du CAC Armement, le directeur de DGA Techniques terrestres (ou son Représentant) prononce la décision de réception des fournitures des prestations,
- Le Représentant prononce les décisions de réception partielle ou avec réserves, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

6.6.4 DATE D'EFFET DE LA RECEPTION

La date d'effet de la réception est la date figurant dans la décision de réception ou à défaut la date d'expiration du délai ouvert pour effectuer les opérations de vérification et prononcer la décision du poste concerné.

6.7 CLAUSE DE REEXAMEN RELATIVE AUX SITUATIONS DE CRISE

En cas de crise au sens de l'article R.2322-3 du CCP ou de crise prévisible, les parties pourront convenir par avenant de modifier les conditions d'exécution du marché.

Ces modifications pourront concerner notamment: les conditions d'affermissement des éventuelles tranches optionnelles, l'anticipation des livraisons prévues au marché ou leur fractionnement, l'organisation des vérifications techniques préalables à la Réception, ainsi que les conditions de paiement associées à la réalisation des Prestations.

Ces modifications ne pourront avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Le Titulaire s'engage à laisser à la Personne publique toute latitude pour procéder à des constatations contradictoires, et à lui communiquer les éléments nécessaires à la détermination des nouvelles conditions d'exécution.

ARTICLE 7 GARANTIES

Pour le poste 1 du marché, la garantie technique est une garantie de bon fonctionnement, qui s'exercera dans les conditions de l'article 34.2.2 du CAC Armement. Elle constitue une obligation de résultat.

Pour l'exécution des prestations des postes 2 à 4 du marché, la garantie technique, est une garantie de bonne exécution, qui s'exercera dans les conditions de l'article 34.2.1 a) du CAC Armement.

Les délais de garantie sont ceux fixés à l'article 34.2.1 a) et à l'article 34.2.2 du CAC Armement.

ARTICLE 8 SOUS-CONTRACTANT(S)

Le Titulaire s'engage à ne pas avoir recours à des Sous-traitants sans en avoir au préalable demandé son acceptation au Représentant dans les conditions de l'article R2393-27 du CCP.

A cet effet, le Titulaire remettra une déclaration de sous-traitance au Représentant à l'adresse électronique suivante : dga-domn-s2a-achats-bourges.contact.fct@intradef.gouv.fr

La déclaration de sous-traitance est téléchargeable à l'adresse : <https://armement.defense.gouv.fr>

Cette déclaration contiendra l'ensemble des éléments suivants :

- la nature des Prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du Sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au Sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le lieu d'exécution des Prestations ;
- la durée des Prestations souhaitées ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du Sous-traitant.

Le Titulaire joindra également une déclaration du Sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une des interdictions d'accéder aux marchés publics listées aux articles L2341-1 à 3 et L2341-5 du CCP.

Le silence du Représentant gardé pendant 21 jours, à compter de la réception de l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus, vaudra acceptation du Sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Ces sous-traitances pourront être déclarées critiques au sens du CAC Armement.

Le Titulaire doit indiquer au Représentant tout changement survenu en ce qui concerne les Sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 9 SECURITE ET PROTECTION DU SECRET

Sans objet.

ARTICLE 10 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sans objet.

ARTICLE 11 OBLIGATIONS PARTICULIERES

11.1 SECURITE DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET DES MOYENS DE PROTECTION Y COMPRIS LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

1/ Les fournitures livrées au titre du présent marché et entrant dans le champ d'application des articles R4311-4 à R4311-4-6, R4311-6 à R4311-10 du code du travail devront répondre aux obligations de sécurité visées à la quatrième partie livre III titre Ier du code du travail. Pour ces fournitures, le Titulaire devra établir une déclaration CE de conformité et apposer le marquage CE conformément aux dispositions des articles R4313-1 à R4313-6 et aux arrêtés du 22/10/2009 relatifs à la déclaration de conformité et au marquage CE des machines et des équipements de protection individuelle.

Ces fournitures devront être accompagnées de leur notice d'instruction conformément aux dispositions de l'annexe I de l'article R4312-1 ou de l'annexe II de l'article R4312-6 du code du travail.

2/ Pour les fournitures listées en annexe ... du présent marché, celles-ci relevant du 5° ou 8° de l'article R4311-5 ou du 1° de l'article R4311-11 du code du travail, bien qu'elles soient exclues du champ d'application visé au paragraphe 1/ supra, le Titulaire s'efforcera de se conformer aux règles de sécurité de droit commun applicables respectivement aux machines de catégorie(s) similaire(s) citée(s) par les articles R-4311-4 à R4311-6, et R4311-6 à R4311-7, du code du travail ou aux équipements de protection individuelle de catégorie(s) similaire(s) citée(s) par les articles R4311-8 à R4311-10 du code du travail.

Ces fournitures devront être utilisées conformément à leur destination par du personnel compétent et éventuellement habilité, dans les conditions d'utilisation et de maintenance qui sont spécifiées dans le marché et/ou dans les documents livrables.

Pour les fournitures pour lesquelles les exigences techniques et/ou opérationnelles ne permettent pas de se conformer aux règles de sécurité de droit commun, le Titulaire devra en informer le Représentant et fournir un dossier justificatif comprenant :

- l'ensemble des éléments qui ne répondent pas aux règles de sécurité de droit commun ;
- les mesures prises en alternative aux règles de sécurité de droit commun ;
- lorsque le CCTP le prévoit, une attestation signée par le Titulaire certifiant que les mesures ci-dessus ont été mises en œuvre pour la/les fourniture(s) identifiée(s) par ce paragraphe 2/. Dans le cas où le Titulaire ferait appel à un organisme habilité et indépendant, le rapport établi par ce dernier sera joint à l'attestation précitée.

Ce dossier sera remis au Représentant, préalablement à la réalisation des opérations de vérification.

11.2 E-ATTESTATION

Le Titulaire met à disposition du Représentant suivant la périodicité prévue par la réglementation, les documents visés aux articles 4.3.2 et 4.4 al. 4 du CAC Armement sur la plateforme d'accès gratuit Aprovall, disponible à l'adresse suivante : <https://www.aprovall.com/fr/>

Le Titulaire est responsable de la conformité des seuls documents visés au paragraphe ci-dessus, qu'il dépose lui-même sur la plateforme E-attestations précitée.

Le dépôt des documents sur cette plate-forme leur donne une date certaine et opposable au Représentant .

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations mentionnées à l'alinéa 1er du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 37 du CAC Armement.

11.3 INFORMATIONS SUR LES SUBSTANCES

- Obligations de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles :

En application de l'article 33 du règlement REACH, et dans le cas où un « article » (au sens de ce règlement), fourni au titre du présent marché, contient une substance soumise à autorisation et/ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0,1 % masse/masse, le Titulaire fournira avec cet article les informations suffisantes dont il dispose pour permettre l'utilisation dudit article en toute sécurité et comprenant, au moins, le nom de la substance concernée.

11.4 GESTION DU RISQUE ASSOCIE A L'APPLICATION DU REGLEMENT « REACH »

11.4.1 GESTION DE L'EXEMPTION DEFENSE

Pour l'exécution du présent marché, le Titulaire devra mettre en œuvre les dispositions du règlement REACH et les stipulations contractuelles suivantes :

Demande d'exemption défense non envisagée par la Personne publique

Pour l'exécution du présent marché, le Titulaire fera son affaire des conséquences contractuelles, aussi bien calendaires et financières que techniques, consécutives à l'application du règlement CE n° 1907/2006 « REACH » pour les substances qui figurent à l'annexe XIV ou dont l'usage est soumis à des restrictions définies à l'annexe XVII à la date de signature du marché par le Titulaire. Si le Titulaire est dans l'obligation de solliciter auprès de l'organisme compétent une demande d'exemption défense :

la Personne publique pourra refuser de soutenir une telle demande et, dans le cas où le Titulaire confirme ne pas pouvoir exécuter le marché sans recourir à une exemption défense, le Représentant pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché dans les conditions de l'article 37 du CAC Armement.

Dans le cas où la Personne publique accepterait de soutenir une telle demande, les éventuelles conséquences contractuelles liées à l'instruction de la demande d'exemption défense, et le cas échéant de son refus par les autorités compétentes, feront l'objet d'une négociation entre les parties. Si les parties ne peuvent trouver un accord sur les conditions de poursuite des travaux affectés, le présent marché ou le (les) poste(s) concerné(s) pourra(ont) être résilié(s) dans les conditions de l'article 36 du CAC Armement à l'exception du 36.2 b).4° pour lequel le pourcentage appliqué pour calculer la somme forfaitaire est de 0%.

11.5 RECOURS A UN POLLUANT ORGANIQUE PERSISTANT « POP »

Pour l'exécution du présent marché, le Titulaire ne peut recourir à :

- une substance visée à l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021 du 20 juin 2019 relatif aux Polluants Organiques Persistants (POP) désigné ci-après le Règlement, en vigueur à la date de remise de la dernière offre, à moins de justifier d'une dérogation prévue par ledit Règlement, et dont les conditions d'application et de durée dudit Règlement sont compatibles avec l'exécution du marché ;
- une substance visée à l'annexe II du Règlement précité, au-delà des limitations visées dans ladite annexe, en vigueur à la date de la remise de la dernière offre, à moins de justifier d'une dérogation prévue par ledit Règlement et dont les conditions d'application et de durée sont compatibles avec l'exécution du marché.

Le Titulaire informe la Personne publique, conformément à l'article 2.2 du CAC Armement, de toute évolution réglementaire liée au statut des substances la concernant pour l'exécution du marché, dans les trois mois qui suivent cette évolution.

Dans ce cas, et dans les six mois qui suivent l'évolution réglementaire, il informe la Personne publique, conformément à l'article 2.2 du CAC Armement, des conséquences contractuelles,

notamment calendaires, financières et techniques. Si aucune solution alternative n'est compatible avec l'exécution de la ou des Prestation(s) concernée(s) ou si les parties ne peuvent trouver d'accord sur les conditions de poursuite du marché, la Personne publique peut résilier la ou les prestation(s) dans les conditions de l'article 36 du CAC Armement, à l'exception de l'article 36.2.b) 4°), pour lequel le pourcentage appliqué pour calculer la somme forfaitaire est de 0%.

11.6 CYBERSECURITE

À compter de la notification du marché, le Titulaire procède à une analyse de son niveau de maturité cyber par auto-évaluation au regard des 21 exigences du niveau fondamental du référentiel de maturité cyber (*Guide-SDI-SecNum-2217-Ed.02_Référentiel maturité Cyber fondamentale*).

L'analyse du niveau de maturité cyber est actualisée au plus tard tous les trois (3) ans ou à chaque événement de nature à modifier le contexte dans lequel la précédente analyse du niveau de maturité a été établie, notamment après un changement majeur de l'architecture du système d'information ou un changement d'organisation.

Le Titulaire conserve durant toute la durée de l'exécution du marché l'analyse la plus récente ainsi que les pièces justificatives et les tient à la disposition de la Personne publique si celle-ci en fait la demande.

Le Titulaire s'engage en fonction du résultat de son auto-évaluation au regard du référentiel de maturité cyber à entreprendre une démarche d'amélioration afin d'atteindre le niveau fondamental dudit référentiel.

AUTOEVALUATION DES SOUS-CONTRACTANTS

Le Titulaire s'engage à exiger de ses Sous-contractants retenus directement dont il estime la maturité cyber essentielle à l'exécution du marché de procéder à cette même auto-évaluation de leur niveau de maturité cyber, au regard des 21 exigences du niveau fondamental du référentiel de maturité cyber (*Guide-SDI-SecNum-2217-Ed.02_Référentiel maturité Cyber fondamentale*). Le Titulaire tient à la disposition de la Personne publique la liste des Sous-contractants retenus et leurs dernières auto-évaluations ; l'identification du ou des Sous-contractants concernés relève de la seule appréciation du Titulaire.

L'analyse du niveau de maturité cyber du Sous-contractant est actualisée au plus tard tous les trois (3) ans ou à chaque événement de nature à modifier le contexte dans lequel la précédente analyse de conformité a été établie, notamment après un changement majeur de l'architecture du système d'information ou un changement d'organisation.

Le Sous-contractant conserve durant toute la durée de l'exécution du marché l'analyse la plus récente ainsi que les pièces justificatives et les tient à la disposition du titulaire si celui-ci en fait la demande.

Le Titulaire exige du Sous-contractant retenu qu'il s'engage, en fonction du résultat de son auto-évaluation au regard du référentiel de maturité cyber à entreprendre une démarche d'amélioration afin d'atteindre le niveau fondamental dudit référentiel.

Le Titulaire n'est pas responsable des informations erronées ou manquantes relatives à l'analyse réalisée par ses Sous-contractants concernés au regard des règles du référentiel cyber de niveau fondamental.

Ces obligations ne font pas obstacles aux prescriptions légales et réglementaires en matière de protection du secret, de sécurité et de régulation de l'espace numérique.

INFORMATIONS DES SOUS-CONTRACTANTS

Le Titulaire fait librement le choix des Sous-contractants, autres que ceux visés ci-dessus, qu'il informe de l'existence du référentiel maturité Cyber et à qui il recommande :

- de s'autoévaluer au regard du référentiel de maturité cyber, dans sa version [Guide-SDI-SecNum-2217-Ed.02_Référentiel maturité Cyber fondamentale](#) ;
- à entreprendre une démarche d'amélioration afin d'atteindre le niveau fondamental dudit référentiel ;

- de transposer ces recommandations tout au long de sa chaîne d'approvisionnement.
- Le Titulaire tient à disposition de la Personne publique la liste des Sous-contractants identifiés.

11. 7 REFERENTIEL DE SURETE PHYSIQUE

11.7.1 TITULAIRE

Option A - Cas du Titulaire français

À compter de la notification du marché, le Titulaire procède à une auto-évaluation de son niveau de sûreté au regard des treize (13) exigences du référentiel de sûreté, consultable sur le "portail de l'armement" du MINARM (<https://armement.defense.gouv.fr/securite-et-habilitation/surete-physique>), en vigueur à la date de la remise de la dernière offre.

L'auto-évaluation du niveau de sûreté est réactualisée au plus tard tous les trois ans ou à chaque événement de nature à modifier le contexte dans lequel cette auto-évaluation a été établie, notamment lors d'un changement d'organisation ou d'implantation physique des locaux.

Le Titulaire conserve durant toute la durée de l'exécution du marché l'auto-évaluation la plus récente ainsi que les pièces justificatives et les tient à la disposition de la Personne publique si celle-ci en fait la demande.

Le Titulaire s'engage, en fonction du résultat de son auto-évaluation au regard du référentiel de sûreté, à entreprendre un plan de réduction des écarts afin d'être conforme aux exigences dudit référentiel.

Option B - Cas du Titulaire étranger

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance du niveau fondamental du référentiel, consultable sur le "portail de l'armement" du MINARM (<https://armement.defense.gouv.fr/securite-et-habilitation/surete-physique>).

11.7.2 EN CAS DE SOUS-CONTRACTANCE

Le Titulaire fait librement le choix des Sous-contractants, autres que ceux visés ci-dessus, qu'il informe de l'existence du référentiel de sûreté (consultable sur le "portail de l'armement" du MINARM (<https://armement.defense.gouv.fr/securite-et-habilitation/surete-physique>) et auxquels il recommande :

- de s'autoévaluer au regard du référentiel de sûreté ;
 - en fonction du résultat de son auto-évaluation au regard du référentiel de sûreté, d'entreprendre un plan de réduction des écarts afin d'être conforme aux exigences dudit référentiel ;
 - de transposer ces recommandations tout au long de leur chaîne de sous-contractance.
- Le Titulaire tient à disposition de la Personne publique la liste des Sous-contractants identifiés.

ARTICLE 12 CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

12.1 PERSONNES HABILITEES

Le Représentant signe les décisions relatives aux demandes de prolongation de délai, aux demandes de sursis, aux demandes d'exonération de pénalités formulées par le Titulaire au titre du présent marché et prononce les décisions de réception partielle ou avec réserves, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des Prestations.

Le directeur de DGA Techniques terrestres (ou son Représentant) est habilité à prononcer les décisions de réception des Prestations.

12.2 RESILIATION

Le marché pourra faire l'objet d'une (ou plusieurs) résiliation(s) partielle(s), en application de l'article 36 du CAC Armement ;

12.3 NANTISSEMENT

Il est délivré au Titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par le Représentant au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la Notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

12.4 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel désigne le Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (dénommé ci-après "RGPD"), et toute réglementation relative aux traitements de données personnelles applicable pendant la durée du marché, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, désignés *infra* "réglementation applicable".

L'ensemble des termes suivants sont définis à l'article 4 du RGPD :

- Constitue un "responsable du traitement" : "la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement." ;
- Constitue un "Sous-traitant" : "la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement."

Au sens du RGPD (article 28), lorsque le "Sous-traitant" recrute un autre Sous-traitant, ce dernier est un prestataire de second rang comme le Sous-traitant au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Est "Sous-traitant du Sous-traitant" celui qui est recruté par le "Sous-traitant" pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques pour le compte du "responsable du traitement".

Traitement des données à caractère personnel lorsque chaque partie est qualifiée de "responsable de traitement"

Au sens de la disposition ci-dessous, le traitement des données à caractère personnel ne fait pas partie de l'objet même du marché.

À des fins de gestion administrative du marché, chaque partie est amenée à traiter les données à caractère personnel de l'autre partie. Pour le traitement desdites données qu'elle effectue, chaque partie est qualifiée de "responsable de traitement" au sens de la réglementation applicable et s'engage à respecter cette dernière.

À cet égard, pour se conformer à l'article 14 du RGPD, chaque partie s'engage à fournir à l'autre partie la mention d'information pour que cette dernière la communique aux personnes concernées.

12.5 TRIBUNAUX COMPETENTS

Le présent marché est soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Pour le présent marché, les parties conviennent que les différends relevant du tribunal administratif sont soumis au tribunal du ressort du siège de l'autorité publique contractante.

12.6 ENTITE LIQUIDATRICE, ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE ET CONDITIONS D'ENVOI DES FACTURES

12.6.1 ENTITE LIQUIDATRICE

L'entité liquidatrice, chargée de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement, est :

la sous-direction de l'exécution financière du service de l'exécution financière,
de la gestion des biens et des comptabilités:

DGA/DPAP/SEREBC/SDE

16bis avenue Prieur de la Côte d'Or

CS40300

94114 Arcueil cedex

Le chef de cette entité est également chargé de fournir les documents prévus par l'article R.2391-28 du CCP au Titulaire, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du marché.

12.6.2 ORDONNATEUR

L'ordonnateur secondaire chargé de l'exécution financière est :

**Le directeur du service de l'exécution financière, de la gestion logistique des biens et des
comptabilités
(SEREBC)**

DGA/DP/SEREBC

16 bis, Avenue Prieur de la Côte d'Or

CS40300

94114 Arcueil Cedex

12.6.3 COMPTABLE ASSIGNATAIRE

L'ordonnateur secondaire chargé de l'exécution financière est :

L'agent comptable des services industriels de l'armement

11, rue du Rempart

Le Vendôme III

93196-NOISY-LE-GRAND Cedex

12.6.4 CONDITIONS DE TRANSMISSION DES FACTURES

Le Titulaire (mandataire/cotraitant) doit envoyer exclusivement ses factures selon le mode de transmission par voie dématérialisée.

Les factures sous forme dématérialisée doivent être émises conformément au décret n° 2019-748 du 18/07/2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique et à l'arrêté du 09/12/2016 relatif au développement de la facturation électronique.

TRANSMISSION A LA PERSONNE PUBLIQUE PAR LA VOIE DEMATERIALISEE (DEMATERIALISATION NATIVE)

Le Titulaire (mandataire/cotraitant) dispose de trois procédures :

1. Un mode "**flux**" correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
2. Un mode "**portail**" nécessitant de l'émetteur

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet mis à disposition des Opérateurs économiques à l'adresse suivante: <https://chorus-pro.gouv.fr>,
 - soit directement l'envoi de sa facture sur ce même portail internet ;
3. Un mode "**service**" nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.
- Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes "**flux**", "**portail**" et "**service**" sont disponibles à l'adresse internet suivante: <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- Chaque Opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif et duplicatif).

Adresse de facturation :
Service exécutant : D0456IT018
<https://chorus-pro.gouv.fr>
Destinataire État : SIRET 11000201100044.

En cas de changement de la domiciliation bancaire, le Titulaire transmet, par courrier, sa nouvelle domiciliation bancaire à l'ordonnateur secondaire, et au Service des Achats d'Armement (S2A), en indiquant le numéro du marché concerné. Ce changement ne fait pas l'objet d'un avenant.

12.7 PILOTAGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le pilotage du suivi de l'exécution du marché est assuré par la sous-direction SDT/APY/PMP de DGA Techniques terrestres.

Toute communication relative à l'exécution technique du présent marché devra lui être adressée en destinataire à l'adresse suivante :

Ministère des armées et des anciens combattants
DGA TT / SDT/APY/PMP
Rocade Est Échangeur de Guerry
18021 BOURGES CEDEX
Hervé DAURAT : herve.daurat@intradef.gouv.fr

Si la communication concerne une demande de prolongation de délai, une demande de sursis de livraison, une demande d'exonération de pénalités ou tout autre aspect d'ordre contractuel, la communication devra être adressée à la division d'achats du service des achats d'armement de BOURGES à l'adresse suivante :

Ministère des armées et des anciens combattants
DGA/ DOMN/ S2A/PROD/DA-BS
A l'attention du chef de la division achat
Rocade Est Échangeur de Guerry
18021 BOURGES CEDEX
dga-domn-s2a-achats-bourges.contact.fct@intradef.gouv.fr

12.8 CORRESPONDANCES ET NOTIFICATIONS DEMATERIALISEES

12.8.1 ADRESSES DE CORRESPONDANCE DU TITULAIRE

Sans préjudice des stipulations de l'article 12.8.2, toutes correspondances relatives à l'exécution du présent marché adressées au Titulaire le seront aux adresses indiquées à l'acte d'engagement.

Le Titulaire doit signaler sans délai au Représentant tout changement dans les adresses électroniques ou l'adresse postale le cas échéant mentionnées *supra*. Ce changement sera pris en compte dès sa Notification qui s'effectue dans les conditions de l'article 2.2 du CAC Armement par le Titulaire au Représentant .

12.8.2 NOTIFICATION DEMATERIALISEE DE LA PERSONNE PUBLIQUE A DESTINATION DU TITULAIRE

Conformément aux stipulations de l'article 2.2 du CAC Armement les écrits et communications prévus pour l'exécution du marché peuvent être remplacés par des supports ou échanges électroniques. Les écrits et communications liés à l'exécution du marché qui doivent être notifiés par la Personne publique sont notamment les décisions, Ordres de service, les avenants. Ils sont désignés ci-après "documents".

Lorsqu'ils sont notifiés par la Personne publique de manière dématérialisée, ces documents le sont par le biais du profil acheteur. Dans ce cas, le Titulaire est réputé avoir reçu cette Notification à la date la moins tardive entre :

- la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par le profil acheteur ;
- à défaut de consultation du document dans un délai de huit (8) jours, la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur prolongée d'un délai de huit (8) jours ;
- dans le cas où la transmission du document est soumise à un délai de Notification, et que le document a été mis à disposition sur le profil acheteur dans le délai imparti, la date d'expiration du délai imparti. Cela concerne notamment les décisions prises à l'issue des opérations de vérification ainsi que les décisions confirmées, nouvelles ou modifiées en cas d'observations du Titulaire, les avis validant des fournitures intermédiaires.

12.8.3 NOTIFICATION DU TITULAIRE A DESTINATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Les Notifications effectuées par le Titulaire à destination de la Personne publique s'effectuent dans les conditions de l'article 2.2 du CAC Armement.

12.9 AVENANT

Le présent marché pourra être modifié selon les règles fixées par le CCP.

- 1) Lorsque l'avenant a pour objet le remplacement du Titulaire du marché initial par un nouveau contractant dans le cas d'une cession du marché public à la suite d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition, assurée par un autre Opérateur économique qui remplit les conditions de participation à la procédure de passation du marché initial.
- 2) En cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, sous réserve que l'avenant n'ait pas pour effet de remplacer le Titulaire initial par un autre Titulaire, en dehors des hypothèses prévues au 1).
- 3) En application de stipulations du CAC Armement ou du présent CCAP.
- 4) Si les conditions cumulatives suivantes sont satisfaites :
 - a) l'avenant n'a pas pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau Titulaire, en dehors de l'hypothèse prévue au 1),
 - b) l'avenant ne change pas considérablement l'objet du marché,

- c) les motifs ayant conduit au choix de la procédure de passation du marché initial ne sont pas affectés par les modifications introduites par l'avenant,
- d) si l'avenant commande des travaux, fournitures ou services supplémentaires, le fait de commander lesdits travaux, fournitures ou services supplémentaires par avenant plutôt qu'au titre d'un autre acte contractuel est avantageux pour le pouvoir adjudicateur.

12.10 LISTE DES DEROGATIONS AU CAC ARMEMENT

Les articles du présent marché qui dérogent au CAC Armement sont les suivants :

- l'article 6.6 « opérations de vérification, décisions à l'issue des opérations de vérification et réception » déroge aux articles 29.1, 30 et 31 du CAC Armement

ANNEXE N°1 ENSEMBLE DES ELEMENTS, DE REDACTION DES FACTURES, NECESSAIRES A LA LIQUIDATION

Les mentions nécessaires au traitement des factures sont conformément à la réglementation :

- indication du nom de l'Opérateur économique (identique à celui figurant au marché notifié), du numéro SIREN, de l'adresse et des autres informations légales le concernant ;
- indication du numéro de la facture ;
- indication de la date d'émission de la facture ;
- l'adresse de facturation est celle indiquée au marché en article 12 (« Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et conditions d'envoi des factures ») ;
- indication du numéro du service exécutant (ce numéro figure au marché ou a été précisé lors de la notification de celui-ci) ;
- indication du numéro d'engagement juridique (EJ)
- indication du numéro du marché ainsi que de son objet ;
- indication, le cas échéant : de la tranche concernée par la facture ;
- indication :
 - o En cas d'acompte : du rang d'acompte / des mentions spécifiques indiquées au certificat de cessibilité (*en cas de Sous-traitant à paiement direct*),
 - o En cas de solde / reste à payer (*en cas de Sous-traitant à paiement direct*) : de la précision qu'il s'agit d'une facture pour solde / reste à payer ;

en cas d'actualisation de prix : indication du calcul complet de la formule prévue au marché / sous-traité et mentionné dans le certificat de cessibilité ;

- indication des quantités et dénomination précise des produits livrés, des Prestations et travaux réalisés ;
- indication du type de prix : forfaitaire ;
- indication du montant hors taxes (HT), du montant et du taux de TVA (ainsi que la répartition, le cas échéant, du montant par taux de TVA) et du montant toutes taxes comprises (TTC) ;
- indication du montant net à payer ;
- indication de la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- indication du numéro de compte bancaire qui doit être cohérent avec les mentions figurant, le cas échéant, au marché ou indication de tout changement de compte bancaire.

NB : Le Sous-traitant ne fait pas l'objet d'un solde mais d'un reste à payer.